

Sachdokumentation:

Signatur: DS 3246

Permalink: www.sachdokumentation.ch/bestand/ds/3246



Nutzungsbestimmungen

Dieses elektronische Dokument wird vom Schweizerischen Sozialarchiv zur Verfügung gestellt. Es kann in der angebotenen Form für den Eigengebrauch reproduziert und genutzt werden (private Verwendung, inkl. Lehre und Forschung). Für das Einhalten der urheberrechtlichen Bestimmungen ist der/die Nutzer/in verantwortlich. Jede Verwendung muss mit einem Quellennachweis versehen sein.

Zitierweise für graue Literatur

Elektronische Broschüren und Flugschriften (DS) aus den Dossiers der Sachdokumentation des Sozialarchivs werden gemäss den üblichen Zitierrichtlinien für wissenschaftliche Literatur wenn möglich einzeln zitiert. Es ist jedoch sinnvoll, die verwendeten thematischen Dossiers ebenfalls zu zitieren. Anzugeben sind demnach die Signatur des einzelnen Dokuments sowie das zugehörige Dossier.

GRÈVE POUR L'AVENIR LE MANIFESTE



UNIEXS, NOUS DESCENDRONS LE 21 MAI 2021 DANS LA RUE ET FERONS GRÈVE POUR UN AVENIR ÉCOLOGIQUE, SOLIDAIRE ET ÉQUITABLE POUR TOUXTES !

Partout dans le monde, des millions de personnes descendent dans la rue pour lutter pour un avenir plus juste. Iels sont motivéExs par leur sentiment de révolte engendré par de terribles feux de forêt, des camps de réfugiéExs surpeuplés, les conditions de travail indécentes ou la destruction des écosystèmes et, en conséquence, la perte de moyens de subsistance des peuples.

Ces crises sont réelles et leur urgence exige une action immédiate et radicale.

Leurs causes et la logique qui les alimentent sont bien connues : l'exploitation de la nature et de l'humain induites par une croissance économique aveugle, le patriarcat et l'impérialisme. Ce sont elles qui empêchent l'avènement d'une société juste, démocratique et durable.

Cela fait longtemps que les scientifiques et activistes nous mettent en garde : pour éviter la catastrophe, le réchauffement climatique doit être limité à 1,5 degré. Si nous échouons, nos écosystèmes s'effondreront et les injustices sociales déjà existantes connaîtront une forte aggravation. Comme la récente pandémie l'a clairement démontré, la société actuelle n'est pas du tout capable de protéger les plus touchéExs.

L'ÉCHEC DU SYSTÈME ACTUEL

Notre système économique, reposant sur une croissance illimitée, est construit de telle manière que les gouvernements, les grandes entreprises et les institutions financières n'aient aucun intérêt à apporter des réponses à ces crises. Le côté antidémocratique de notre politique parlementaire l'empêche d'aborder sérieusement ces questions.

Les crises économiques, écologiques et sociales générées par le système capitaliste ne peuvent être résolues en son sein. Il faut donc un profond changement

VERS PLUS DE DÉMOCRATIE !

La transition vers une société écologique et socialement juste nécessite une mobilisation sans précédent. Si certains d'entre nous peuvent voter sur certaines lois, nous voulons plus de transparence et de participation. Nous avons besoin d'une nouvelle conception de la démocratie, plus large et inclusive. Ensemble, nous voulons décider de nos conditions de travail et de vie. Au niveau local, régional et international, il nous faut bâtir de nouvelles formes de démocratie !

Face à l'inertie des décideurs, unissons nos forces et créons des structures démocratiques de base nécessaires à la transition à une société sociale et écologique !

ORGANISATION EN GROUPE LOCAUX

La pandémie nous a montré l'importance des liens qui nous unissent les uns aux autres.

Organisons-nous donc d'abord localement et faisons d'enjeux collectifs nos préoccupations quotidiennes. Ce n'est qu'en échangeant et réfléchissant à l'entrelacement de nos vies que nous nous libérerons de toutes les hiérarchies et formes de discrimination !

Dans nos quartiers, sur nos lieux de travail ou de formation, organisons-nous en groupes locaux pour élaborer et construire des alternatives nécessaires aux changements souhaités.

GRÈVE POUR L'AVENIR

Avec la Grève pour l'Avenir, nous venons porter dans la rue nos revendications, prendre notre avenir en main. Nous n'attendrons pas plus longtemps les réponses des gouvernements. La crise climatique est mondiale et n'a que faire des frontières... Nous non plus ! C'est pourquoi nous nous solidarisons avec les mouvements éco-sociaux partout sur la planète et luttons ensemble pour un avenir digne d'être vécu pour toutes et tous !

Organisons-nous à l'école et au travail, dans notre vie quotidienne et sur notre temps libre : de notre grève naîtra un avenir aussi viable qu'enviable ; écologique, féministe, anti-raciste et social !

REVENDEICATIONS

1. Atteindre la neutralité carbone au plus vite ; ne pas dépasser 1,5 degré !

La crise climatique aggrave toutes les autres. Un réchauffement global de 2 degrés pourrait causer entre 300 millions et 3 milliards de morts ! La Suisse doit prendre au sérieux sa responsabilité historique, sociale et internationale !

Les émissions responsables de ce réchauffement sont en grande partie dues à notre système énergétique (production, distribution, consommation).

Nous devons au plus vite sortir des énergies fossiles pour passer aux énergies renouvelables, créant ainsi de nombreux emplois. Mais cela ne suffira pas, il nous faut également baisser notre consommation, réutiliser l'énergie et faire la part entre le nécessaire et le superflu. Cela implique notamment de faciliter la rénovation, l'isolation massive des bâtiments, sortir du mazout ou encore de repenser notre mobilité.

2. Crises globales, réponses globales

La politique internationale et le système économique globalisé sont à l'origine des crises sanitaires, économiques, écologiques et sociales. Partout dans le monde, des mouvements se battent pour leurs droits et l'accès aux ressources naturelles. Une crise mondiale a besoin d'une solution mondiale.

Les monopoles des sociétés multinationales, le néocapitalisme avec ses excès tels que les accords de libre-échange et la déresponsabilisation de fait des gouvernements afin d'optimiser les conditions d'exploitation du capital dans les domaines de la finance, de l'agroalimentaire, de l'extractivisme, des produits pharmaceutiques, de l'armement et des transports, y compris le tourisme de masse, provoquent la destruction de l'environnement, l'augmentation de la fréquence des phénomènes climatiques extrêmes, des mouvements migratoires forcés et l'appauvrissement d'une grande partie de la population. Ces conséquences ont parfois un impact dévastateur sur le Sud, en particulier sur les femmes et les minorités de genre, les peuples indigènes et les personnes impliquées dans la production de denrées alimentaires de base, et sur les minorités discriminées du Nord.

Les décideurs politiques, les grandes entreprises et le secteur financier en Suisse doivent reconnaître leur responsabilité pour le développement durable des sociétés à l'échelle mondiale. Nous demandons une réglementation légale des industries en accord avec les droits humains et les objectifs écologiques fondamentaux définis par l'ONU. En outre, nous exigeons que la Suisse participe de manière constructive aux négociations du traité contraignant contre l'impunité internationale, qui se déroulent actuellement au Conseil des droits humains à Genève.

3. La santé est un droit

La crise écologique et climatique est aussi une crise sanitaire. Les atteintes à l'environnement renforcent les événements climatiques extrêmes et les pandémies. Le réchauffement climatique, la polluti-

on, l'élevage, l'étalement urbain ou encore la destruction des habitats naturels ont et auront des effets terribles pour la population en termes de santé.

Nous ne sommes pas tous égaux face aux risques actuels et à venir. C'est pourquoi nous avons besoin d'un système de santé fort, résilient et solidaire. La prévention est un enjeu de santé publique majeur qui doit être mise en œuvre sur les lieux de vie, de formation, de travail et dans l'espace public, sans discrimination. Nous voulons que toute la chaîne de la santé, de la recherche aux soins en passant par l'industrie pharmaceutique, relève du service public. Nous voulons un système de santé écologiquement durable, socialement juste et accessible, affranchi des logiques de profit.

4. Le climat et la biodiversité sont deux facettes de la même crise

La biodiversité est un aspect fondamental qui permet le fonctionnement de tous les écosystèmes, lesquels sont à la base de toute vie. Nos systèmes économiques en dépendent aussi. Les humains sont dépendants de la biodiversité et doivent donc laisser plus de place à la nature et mieux la protéger.

Alors que la sixième extinction de masse a déjà commencé, il est impératif d'informer la population afin qu'elle prenne conscience de l'impact de nos activités. La protection juridique de la biodiversité doit être renforcée. De plus, nous exigeons qu'avant toute décision future, par exemple pour une construction ou en politique, l'impact sur la biodiversité soit pris en compte. Nous revendiquons une agriculture respectueuse de la biodiversité et la fin du recours à des produits et des méthodes nocives pour l'environnement.

5. Mise sur pied d'une culture collective solidaire et d'une sécurité sociale pour les acteurs du milieu culturel.

Actuellement, les acteurs culturels consacrent la majeure partie de leur temps à des procédures administratives aliénantes et peu créatives au lieu de le consacrer à la création et à la production artistiques proprement dites. L'art et la culture sont des vecteurs d'éducation populaire très puissants, notamment en ce qui concerne des valeurs telles que la solidarité, la diversité et l'écologie.

Nous demandons que la création culturelle soit reconnue comme service d'utilité publique et d'éducation populaire. À cette fin, nous demandons une vraie reconnaissance de ces métiers, un soutien financier et des procédures administratives simplifiées pour les personnes et structures qui font vivre la culture.

Par ailleurs, nous voulons sortir la création artistique de sa logique productiviste pour remettre l'acte de créer au centre. C'est-à-dire ne plus financer uniquement le résultat mais permettre à ceux qui se font témoins de leur époque et de la société dans leur travail de création, de vivre décemment également durant leurs phases de recherches et de digressions afin d'aboutir à des œuvres consistantes et durables. Il s'agit aussi d'offrir le temps aux créateurs. rices de sortir de la logique stressante qui les empêche de réfléchir leurs créations de manière décroissante, en recyclant, mettant en commun les ressources, limitant leur consommation.

Enfin, nous voulons sortir la création artistique du seul milieu des institutions, en aidant les artistes à aller à la rencontre de la population plutôt que l'inverse. En favorisant un échange plus perméable avec le

public. Ceci peut se faire à travers des œuvres participatives, ou ancrées dans les lieux de vie plutôt qu'uniquement cloisonnées dans des institutions souvent opaques pour un trop grand nombre de personnes.

6. Nous avons besoin d'une démocratie délibérative directe, pour résoudre l'urgence écologique et sociale

Nous croyons généralement que nous vivons dans une démocratie, mais ce n'est que partiellement vrai.

Le lobbying, le financement opaque des campagnes politiques, le cumul des mandats, le contrôle de l'information empêchent la tenue d'un débat équitable.

De plus, tout le monde n'est pas en mesure de participer à notre «démocratie». Environ 25 % des personnes vivant en Suisse n'ont pas le droit de vote et un pourcentage encore plus élevé n'a ni les ressources ni le temps libre pour se présenter aux élections. Même lorsque ces conditions sont réunies, de nombreuses discriminations (notamment de genre, d'origine, de santé) empêchent une représentation équitable.

Nous devons donc avoir le courage d'aller vers plus de démocratie. Cela comprend le droit de vote pour les personnes migrantes et un financement transparent de la politique, mais également l'inclusion des personnes concernées dans les projets législatifs et politiques pertinents. Dans le cadre de l'élaboration de la politique climatique suisse, il est essentiel que tous ceux qui travaillent et vivent ici aient leur mot à dire.

7. Organisation collective et démocratique de l'économie

L'objectif à long terme est d'établir une économie et une société répondant aux besoins fondamentaux de la population, dans le respect des limites de la planète, rompant ainsi avec un système guidé par le seul profit à court terme au bénéfice d'une minorité privilégiée.

Tout le monde devrait pouvoir prendre des décisions démocratiques et collectives au travail concernant notamment la gestion des ressources et le cadre de celui-ci ainsi que d'avoir la possibilité de participer aux choix stratégiques de l'entreprise.

En termes de développement économique, le processus d'amélioration significative des conditions de vie de la société devrait primer sur la croissance et le profit. La manière dont nous produisons et évaluons nos résultats doit être basée sur les intérêts, les besoins et la santé de la société, des individus qui la composent et de l'environnement dans son ensemble.

8. Pour des voies de migrations sûres et légales et la reconnaissance de la crise climatique comme motif d'asile

De nombreuses personnes voient aujourd'hui déjà leurs moyens de subsistance être détruits par la crise climatique et se retrouvent forcées de quitter leurs foyers.

Nous voulons des droits démocratiques identiques pour toutes les résidentEs indépendamment de leur statut administratif. Nous exigeons la libre circulation de toutes et des politiques migratoires dignes et respectueuses des droits de chacunEs.

Nous exigeons que la Suisse soutienne au niveau international les voies de migration légales et sûres et prenne position contre la criminalisation du sauvetage maritime civil. À court terme, nous exigeons la mise en place d'importants programmes de sauvetage en mer.

Afin de ne plus être complices des causes de migration forcée, nous exigeons que les entreprises basées en Suisse respectent également les droits humains et de l'environnement à l'étranger. Le financement et les prêts aux entreprises qui ne respectent pas les droits humains et de

l'environnement devraient être interdits. Les conséquences du réchauffement climatique doivent être reconnues comme un motif d'asile en Suisse. La Suisse doit veiller à ce que cela s'applique également dans le contexte international.

9. Pour le droit à un emploi durable, dans de bonnes conditions, avec une rémunération juste, et un travail qui fait sens !

L'organisation économique actuelle est caractérisée par l'exploitation sans limites des ressources et des personnes. Elle contribue à la destruction de l'environnement, accentue les inégalités sociales, rend malade et participe au manque de sens de nos vies. Le tournant écologique implique le démantèlement des industries et services polluants. Ce n'est pas aux travailleurEUSExs des secteurs voués à disparaître de payer ce tournant.

Pour un tournant écologique et social, les industries polluantes doivent être démantelées. Les travailleurEUSExs concernéEs au sein d'industries polluantes doivent bénéficier de garanties de revenus ou d'emploi et de possibilités de reconversion.

Pour que le tournant soit social, personne ne doit rester sans emploi, sans revenu ou à revenu moindre ou dans la précarité à cause des changements nécessaires. Pour que le tournant soit social, nous voulons des investissements publics majeurs dans la créations d'emplois durables, stables, sains, rémunérés correctement, et un travail qui fait sens. Cela nécessite un service public fort financé proportionnellement aux revenus et fortunes ainsi que l'arrêt des privatisations qui contribuent à la concentration des richesses. En outre, il est nécessaire de prévoir des possibilités de reconversion ainsi que des garanties de revenu ou d'emploi.

Nous voulons plus de démocratie sur les lieux de travail. Les travailleurEUSExs doivent être incluEs dans la prise de décisions concernant les méthodes de production, les politiques de l'entreprise et leurs propres conditions de travail, y compris la diminution des écarts de rémunération.

Nous demandons une réduction du temps de travail avec une compensation salariale complète pour les revenus inférieurs et moyens – des semaines de travail plus courtes, un congé parental plus long et un abaissement de l'âge de la retraite ! Nous réduirons ainsi l'empreinte écologique, créerons les conditions du plein emploi et d'une répartition équitable du travail domestique, éducatif et de soins aux proches.

10. Pour un avenir écoféministe !

Parce que la surexploitation de la nature, des femmes, des personnes transgenres et/ou non binaires, des êtres et du Vivant ont une même origine: les systèmes de domination patriarcale, capitaliste, néo-libérale et colonialiste.

L'écoféminisme nous donne une voix qui est aujourd'hui trop ignorée, nous donne les clefs pour un avenir plus harmonieux, écologiste, féministe, et inclusif, où le Vivant de cette planète a une place et est respecté. Nous voulons vivre dans une société solidaire – qui tient compte des intersectionnalités – sans racisme, sans sexisme, sans homophobie, sans transphobie, sans validisme et sans écocide. La planète a des limites, mais pas notre mouvement !

11. Pour un système alimentaire social, paysan et agro-écologique

Nous reconnaissons que le modèle agro-industriel actuel de production alimentaire, axé sur l'exportation, les monocultures pour l'alimentation animale et la transformation industrielle, est extrêmement nuisible à l'environnement et ne garantit pas le droit fondamental de toutes à une alimentation saine et adéquate, ni le droit des producteurTRICEs d'aliments à un revenu décent pour leur travail, en particulier les femmes. Ce système économique mondialisé spéculé sur les denrées alimentaires considérées comme des marchandises d'export et non un besoin essentiel local en lien avec l'économie locale. Ceci contribue à la fragilité et à la volatilité des marchés. Cette situation est encore renforcée par la domination de sociétés transnationales qui font breveter les semences et tentent de contrôler tous les secteurs de distribution et de transformation du système alimentaire.

Nous appelons à la mise en œuvre de la souveraineté alimentaire, qui comprend l'accès aux intrants, à la terre et aux ressources naturelles pour les producteurTRICEs d'aliments, la participation des petits producteurs d'aliments aux processus décisionnels, et un passage à une agriculture à petite échelle plus saine qui comprend l'élimination des grandes exploitations d'élevage à fort impact qui entraînent à la fois la souffrance des animaux et la distribution malsaine de polluants dans l'alimentation et l'environnement. La distribution alimentaire en Suisse devrait être retirée des mains des grands distributeurs qui imposent la distribution d'aliments hautement transformés et emballés. Nous appelons à soutenir les systèmes alimentaires locaux qui utilisent des processus de production durables ayant un impact moins destructeur, tant sur le plan social qu'en termes d'émissions de gaz à effet de serre, d'utilisation de pesticides et d'autres polluants. En même temps, les produits d'alimentation de saison devraient être taxés en fonction de leur distance de transport (interne, européenne, internationale), afin de favoriser une production locale et durable.

L'éducation à l'alimentation ainsi que la protection et l'extension des droits des agriculteurTRICEs et des autres personnes travaillant dans les zones rurales, sont essentielles à la construction d'un système alimentaire sain et équitable. À cette fin, la Déclaration des Nations unies sur les droits des travailleurEUSEs rurauxALEs doit être mise en œuvre et l'éducation à l'alimentation doit commencer le plus tôt possible.

12. Réduction des transports privés motorisés et développement des transports publics

Nous devons réinventer notre façon de nous déplacer en accord avec les objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Nous avons besoin de transports publics gratuits, accessibles, efficaces, décarbonés et rapides, sans divisions en classes faisant perdre de la place. Un réseau européen de trains à grande vitesse et de trains de nuit pour remplacer les vols court-courriers. Des itinéraires à vélo sûrs et l'absence de véhicule motorisé privé devraient être la norme. Si nécessaire, les coopératives pourraient fournir des voitures électriques à taille humaine et la mobilité douce devrait être encouragée. La production doit se faire le plus régionalement possible afin d'éviter les émissions dues au transport. Le reste du transport de marchandises doit être rendu plus respectueux de l'environnement.

13. Une éducation pour une société juste sur les plans climatique et social

La notion d'éducation est aujourd'hui souvent comprise comme étant

limitée à l'éducation à l'école et à la formation professionnelle. De ce fait, l'éducation en vue de la construction d'une société plus juste, tant au niveau du climat et de l'environnement qu'au niveau de l'inclusion sociale, passe souvent au second plan.

L'éducation doit avoir pour objectif de résorber les inégalités fondées sur la classe, les moyens financiers, le handicap, le genre ou encore le fait d'être issuEx de la migration. Elle doit contribuer au développement de l'autodétermination de chacunEx et permettre la découverte de son environnement. Elle doit être conçue de telle manière qu'elle ne se termine pas avec la fin de l'apprentissage professionnel ou les études mais qu'elle constitue un projet intergénérationnel, s'étendant sur tout la durée de la vie. Elle doit favoriser le développement de qualités nécessaires aux relations interpersonnelles (empathie, solidarité, écoute) et ne pas se centrer sur des compétences strictement utiles au marché du travail. Enfin, elle doit pouvoir fournir aux personnes les connaissances et capacités nécessaires pour éviter la catastrophe climatique.

Afin de rendre possible une éducation qui prend ses responsabilités face à la crise climatique, il faut davantage de moyens et de personnel dans le domaine de la formation et inclure toutes les acteursICEs concernés (professionnelLEs, parents, enfants etc.).

14. Un système financier transparent sans investissements polluants et meurtriers

Les institutions financières (banques, fonds de pension, gestionnaires d'actifs, organisations financières internationales, etc.) doivent utiliser leurs ressources pour permettre une transition vers la neutralité carbone en respectant les critères de durabilité et les droits de l'homme. En outre, et dès maintenant, aucun nouvel investissement, prêt ou assurance ne doit être accordé aux entreprises extrayant des combustibles fossiles ou contribuant de quelque manière que ce soit au dépassement de l'objectif de 1,5 degré !

Les institutions financières doivent être en mesure de présenter, d'ici fin 2021, des plans assortis d'objectifs et de mesures concrètes pour que l'empreinte carbone de leurs flux financiers soit réduite à zéro d'ici 2030.

Le cadre juridique du secteur financier doit être établi de manière à permettre un contrôle démocratique de celui-ci et éviter l'exploitation et la destruction de l'environnement.